

Loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe

▶ Titre Ier : Exercice des activités ambulantes et délivrance des titres de circulation.

Article 1 (abrogé)

- ▶ Modifié par Loi n°95-96 du 1 février 1995 - art. 9 JORF 2 février 1995
- ▶ Abrogé par LOI n°2008-776 du 4 août 2008 - art. 53

Article 2 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Modifié par LOI n°2008-776 du 4 août 2008 - art. 53
- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Les personnes n'ayant ni domicile ni résidence fixes de plus de six mois dans un Etat membre de l'Union européenne doivent être munies d'un livret spécial de circulation délivré par les autorités administratives.

Les personnes qui accompagnent celles mentionnées à l'alinéa précédent, et les préposés de ces dernières doivent, si elles sont âgées de plus de seize ans et n'ont en France ni domicile, ni résidence fixe depuis plus de six mois, être munies d'un livret de circulation identique.

Les employeurs doivent s'assurer que leurs préposés sont effectivement munis de ce document, lorsqu'ils y sont tenus.

Article 3 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Modifié par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.
- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Les personnes âgées de plus de seize ans autres que celles mentionnées à l'article 2 et dépourvues de domicile ou de résidence fixe depuis plus de six mois doivent, pour pouvoir circuler en France, être munies du titre de circulation prévu à l'article 4 si elles logent de façon permanente dans un véhicule, une remorque ou tout autre abri mobile.

Article 4 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Modifié par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.
- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Il leur est remis un livret de circulation qui devra être visé à des intervalles qui ne pourront être inférieurs à trois mois par l'autorité administrative. Un livret identique est remis aux personnes qui sont à leur charge.

NOTA : Dans sa décision n° 2012-279 QPC du 5 octobre 2012 (NOR : CSCX12336184S), article 1, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution les dispositions suivantes de l'article 4 de la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe :

"Lorsque les personnes mentionnées à l'article 3 justifient de ressources régulières leur assurant des conditions normales d'existence notamment par l'exercice d'une activité salariée,".

La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet à compter de la publication de la présente décision dans les conditions prévues au considérant 32.

Article 5 (abrogé)

- ▶ Modifié par Loi n°85-772 du 25 juillet 1985 - art. 26 JORF 26 juillet 1985
- ▶ Abrogé par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.

Article 6 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Modifié par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.
- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Les titres de circulation ne peuvent être délivrés aux personnes venant de l'étranger que si elles justifient de façon certaine de leur identité.

La validité du livret spécial de circulation prévu à l'article 2, et du livret de circulation prévu aux articles 3 et 4, doit être prorogée périodiquement par l'autorité administrative.

▶ Titre II : Communes de rattachement.

Article 7 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Toute personne qui sollicite la délivrance d'un titre de circulation prévu aux articles précédents est tenue de faire connaître la commune à laquelle elle souhaite être rattachée.

Le rattachement est prononcé par le préfet ou le sous-préfet après avis motivé du maire.

Article 8 (abrogé au 29 janvier 2017)

- ▶ Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Le nombre des personnes détentrices d'un titre de circulation, sans domicile ni résidence fixe, rattachées à une commune, ne doit pas dépasser 3 % de la population municipale telle qu'elle a été dénombrée au dernier recensement.

Lorsque ce pourcentage est atteint, le préfet ou le sous-préfet invite le déclarant à choisir une autre commune de rattachement.

Le préfet pourra, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, apporter des dérogations à la règle établie au premier alinéa du présent article, notamment pour assurer l'unité des familles.

Article 9 (abrogé au 29 janvier 2017)



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Le choix de la commune de rattachement est effectué pour une durée minimale de deux ans. Une dérogation peut être accordée lorsque des circonstances d'une particulière gravité le justifient. Toute demande de changement doit être accompagnée de pièces justificatives, attestant l'existence d'attaches que l'intéressé a établies dans une autre commune de son choix.

Article 10 (abrogé au 29 janvier 2017)



Modifié par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Le rattachement prévu aux articles précédents produit tout ou partie des effets attachés au domicile, à la résidence ou au lieu de travail, dans les conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat, en ce qui concerne :

La célébration du mariage ;

L'inscription sur la liste électorale, sur la demande des intéressés ;

L'accomplissement des obligations fiscales ;

L'accomplissement des obligations prévues par les législations de sécurité sociale et la législation sur l'aide aux travailleurs sans emploi ;

L'obligation du service national.

Le rattachement à une commune ne vaut pas domicile fixe et déterminé. Il ne saurait entraîner un transfert de charges de l'Etat sur les collectivités locales, notamment en ce qui concerne les frais d'aide sociale.

NOTA : Dans sa décision n° 2012-279 QPC du 5 octobre 2012 (NOR : CSCX1236184S), article 1, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution les dispositions suivantes de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe : ", après trois ans de rattachement ininterrompu dans la même commune."

La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet à compter de la publication de la présente décision dans les conditions prévues au considérant 32.

▶ **Titre III : Dispositions diverses.**

Article 11 (abrogé au 29 janvier 2017)



Modifié par Décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012 - art. 1, v. init.



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités d'application des titres Ier et II et, notamment, les conditions dans lesquelles les titres de circulation sont délivrés et renouvelés et les mentions devant y figurer, les modalités des contrôles particuliers permettant d'établir que les détenteurs des titres de circulation mentionnés aux articles 2, 3 et 4, et les mineurs soumis à leur autorité ont effectivement satisfait aux mesures de protection sanitaire prévues par les lois et règlements en vigueur et les conditions dans lesquelles le maire, conformément à l'article 7, doit donner son avis motivé et dans lesquelles les personnes titulaires d'un titre de circulation apportent les justifications motivant la dérogation prévue par l'article 9.

Article 12 (abrogé au 29 janvier 2017)



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux bateliers.

Elles ne font pas obstacle à l'application des conventions et traités internationaux.

Article 13 (abrogé au 29 janvier 2017)



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment la loi modifiée du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades, l'article 1649 quater, paragraphe 3 du code général des impôts, le troisième alinéa de l'article 102 du code civil.

Article 14 (abrogé au 29 janvier 2017)



Modifié par Loi 69-1238 1969-12-31 art. 1 JORF 2 janvier 1970



Abrogé par LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 195

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er janvier 1971.

Toutefois, dès la publication de la loi, le visa des carnets anthropométriques prévus aux articles 3 et suivants de la loi modifiée du 16 juillet 1912 sera remplacé par un visa mensuel délivré par le commissaire de police ou le commandant de brigade de gendarmerie.

Le Président de la République :

C. DE GAULLE.

Le Premier ministre,

MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, par intérim,

JEAN-MARCEL JEANNENEY.

Le ministre de l'intérieur,

RAYMOND MARCELLIN.